

Fidèle à son goût pour la liberté, l'Islande dit définitivement « Non Merci ! » à la dictature européenne



Dans les villes et sur les routes d'Islande, des panneaux publicitaires comme celui-ci appellent les Islandais à rejeter l'adhésion à l'Union européenne. Financés par les opposants à cette adhésion, ils portent la mention « Nei takk ! », qui signifie « Non Merci ! » en islandais. Comme d'ailleurs en norvégien. « Non Merci ! », c'est exactement ce que le gouvernement islandais vient de dire aux dirigeants de l'Union européenne ce 12 mars 2015, en renonçant définitivement à adhérer à l'UE.

Cette journée du 12 mars 2015 a constitué un revers, puissant, nouveau et très symbolique, pour les idéologues de la prétendue « construction européenne ».

C'est en effet ce jour-là que l'Islande a renoncé définitivement à adhérer à l'Union européenne.

Une décision théoriquement impossible, selon le dogme européiste

Une semblable décision est pourtant inconcevable pour les partisans du Dogme de l'Européisme car l'Islande cumule les facteurs qui devraient, à les en croire, rendre son adhésion techniquement indispensable :

- **L'Islande est un petit pays en superficie** : avec 103 125 km² seulement, elle est environ 6 fois plus petite que la France.
- **La population islandaise est très faible** : 330 000 habitants seulement. La France est exactement 200 fois plus peuplée que l'Islande.
- **Le PIB de l'Islande est également minuscule**. Estimé à 13,1 milliards de dollars en 2013, il est environ 173 fois plus faible que le PIB de la France, estimé à 2 276 milliards de dollars la même année.

À en croire les bobards de la propagande européiste, débités à longueur d'antenne par les Delors, Giscard, Attali,

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Rocard, Sarkozy, Hollande et consorts, un pays aussi petit que l'Islande ne devrait même pas pouvoir survivre sans adhérer à l'UE.

Ces prétendus "experts en mondialisation" nous assurent en effet, depuis des années, que la France serait beaucoup trop petite pour refuser de se fondre dans une structure politique pilotée par Washington. Mais que disent-ils alors de la décision de l'Islande, qui est, par sa taille, sa population et son PIB, un véritable nain en comparaison de la France ?

C'est très simple : ils n'en disent rien. Car **la décision souveraine prise par les Islandais aujourd'hui jette une lumière aveuglante sur l'immensité du mensonge selon lequel il serait absolument nécessaire et impératif de "construire l'Europe"**.

Ce qui est également très instructif dans cette décision islandaise, c'est qu'elle n'a pas du tout été prise à la légère ou sur un coup de tête pour des motifs politiques.

Elle résulte tout au contraire d'un bilan minutieux de l'appartenance ou non de l'Islande à l'UE. Un bilan qui s'est étalé sur plusieurs années, qui a été dressé puis examiné sereinement au Parlement islandais de Reykjavik. Lequel en a conclu que, décidément, il ne fallait pas que l'Islande adhère à l'UE.

Enfin, cette décision s'inscrit logiquement dans l'histoire millénaire de l'Islande. Cette île, déserte jusqu'aux alentours du VIII^e siècle, fut peuplée par des moines celtiques, des Vikings, puis par de nombreux autres colons émigrés, principalement normands, et leurs serfs, dont beaucoup étaient irlandais ou écossais. Toute cette population fonda **un État libre islandais, souverain de toute allégeance extérieure, qui dura de l'an 874 à 1262.**

Ravagée par les épidémies de peste du Moyen-Âge, l'Islande passa sous la coupe du royaume de Norvège, puis de celui de Danemark, jusqu'à ce qu'**apparaisse, dès 1814, un fort mouvement d'indépendance**, conformément au goût pour la liberté de ce peuple de pêcheurs, de soldats et d'aventuriers.

Ce patriotisme islandais parvint à obtenir, en 1918, la création d'un royaume d'Islande "souverain dans le cadre d'une union personnelle avec le Danemark". Mais cette souveraineté était encore limitée puisque la diplomatie islandaise était traitée par le gouvernement de Copenhague, conformément aux dispositions de l'Acte d'Union dano-islandais du 1^{er} décembre 1918.

Finalement, le peuple islandais obtint son indépendance pleine et entière en mai 1944, suite à un référendum de quatre jours portant sur l'opportunité de mettre fin à l'union avec le Danemark, d'abolir la monarchie et d'instaurer la république. Le vote fut de **97 % pour la fin de l'union** et de 95 % en faveur de la nouvelle constitution républicaine.

Ces scores écrasants montrèrent à quel point le peuple islandais demeure, dans la profondeur de son instinct collectif, un peuple insoumis et avide de conserver sa liberté et son indépendance.



Au milieu de la grandeur sauvage de la nature islandaise, un simple citoyen manifeste son refus de l'UE par ce panneau

La lettre du 12 mars 2015 informant les européistes de la décision de l'Islande de renoncer à adhérer à l'UE

La meilleure illustration de tout ce qui précède se trouve dans la lettre même que le Ministre islandais des affaires étrangères, Gunmar B. Sveinsson, a adressée, en date du 12 mars 2015 :

- d'une part à son homologue Edgars Rinkēvičs, ministre letton des affaires étrangères (qui exerce la présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne)
- d'autre part à l'Autrichien Johannes Hahn, Commissaire européen à l'élargissement.

Cette lettre est très intéressante par sa sobriété (1 page et demie), par sa clarté, par son franc-parler, par sa maturité, et par sa sérénité.

Le lecteur pourra en juger lui-même puisque je place ci-dessous, à la suite, le scan de la lettre elle-même - dont l'original est en anglais - et la traduction en français que j'en ai réalisée.

La publication de cette lettre a été accompagnée d'un commentaire, sur le site du ministère islandais des affaires étrangères, dont le caractère lapidaire et concis clôt toute discussion et signe l'acte historique : « **Les intérêts de l'Islande sont mieux servis en dehors de l'Union européenne.** »

Puisse le peuple français méditer cette phrase et s'inspirer au plus vite de l'exemple de ce vaillant peuple islandais, pourtant 200 fois moins nombreux que lui.

Scan de la lettre du 12 mars 2015 du ministre islandais des affaires étrangères adressée a la présidence lettone du Conseil européen et au Commissaire européen chargé de l'élargissement

MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
ICELAND

Reykjavík, 12 March 2015

Dear Edgars, Dear Commissioner Hahn,

Since taking office in 2013, the Government of Iceland has implemented a clear new policy on the EU accession negotiations.

This policy has been reiterated at the meeting of the Government on 10 March 2015 with the adoption of this letter containing further clarifications.

Core elements of that policy were, as a first step, to put the accession negotiations on complete hold, to dissolve the negotiating structures and to commission an assessment of the accession process as well as of developments in the EU. In addition and in line with putting the accession process on complete hold, the Government decided to refrain from participating in all activities related to its candidate status.

In meetings between the Prime Minister of Iceland and the President of the European Commission and the President of the European Council in July 2013 this new policy was explained. On those occasions it was made clear by the two leaders of the EU institutions that clarity regarding the application process would be welcomed. Furthermore, extensive contacts took place between Iceland and the EU in relation to IPA projects in the latter part of 2013.

Since then the assessment of Iceland's accession process has been finalized and the issue discussed at length in the Icelandic Parliament. Contracts on IPA projects have been terminated by the Commission.

Recently we held consultations with you on the state of play of the accession process.

With reference to the above, the Icelandic Government wishes to clarify further its intentions. The Government of Iceland has no intentions to resume accession talks. Furthermore, any commitments made by the previous Government in the accession talks are superseded by the present policy.

Latvian Presidency of the Council
of the European Union
H.E. Edgars Rinkēvičs

Commissioner for European Neighbourhood Policy
& Enlargement Negotiations
Mr. Johannes Hahn

In light of the above it remains the firm position of the Government that Iceland should not be regarded as a candidate country for EU membership and considers it appropriate that the EU adjust its working procedures accordingly.

Let me reiterate the importance of continued close relations and cooperation between the EU and Iceland based, in particular, on the EEA Agreement. The Government is committed to close relations independently of any accession considerations.

Furthermore, the Government wishes to emphasize the importance it attaches to unity and cooperation at difficult times in European history when basic elements of security and economic prosperity are being tested.

Sincerely yours,



Gunnar B. Sveinsson
Minister for Foreign Affairs

TRADUCTION DE LA LETTRE DU 12 MARS 2015 DU MINISTRE ISLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ADRESSÉE A LA PRÉSIDENTE LETTONE DU CONSEIL EUROPÉEN ET AU COMMISSAIRE EUROPÉEN CHARGÉ DE L'ÉLARGISSEMENT

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ISLANDE

- Destinataires :

S.E. M. Edgars Rink?vi?s

Présidence lettone du Conseil de l'Union européenne

M. Johannes Hahn

Reykjavik, le 12 mars 2015

Cher Edgars,

Monsieur le Commissaire Hahn,

Depuis sa prise de fonction en 2013, le gouvernement de l'Islande a mis en place une nouvelle politique claire sur les négociations d'adhésion à l'UE.

Cette politique a été réaffirmée lors de la réunion du gouvernement le 10 mars 2015, avec l'adoption de la présente lettre contenant des précisions complémentaires.

Les principaux éléments de cette politique étaient, dans un premier temps, de suspendre complètement les négociations d'adhésion, de dissoudre les structures de négociation, et de réaliser une évaluation du processus d'adhésion ainsi que de l'évolution de l'UE.

En outre, et conformément à la décision de suspendre totalement le processus d'adhésion, le gouvernement a décidé de s'abstenir de participer à toute activité liée à son statut de candidat à l'adhésion.

Cette politique a été expliquée au cours de réunions entre le Premier ministre d'Islande, le Président de la Commission européenne et le président du Conseil européen en juillet 2013.

Lors de ces rencontres, les deux dirigeants des institutions de l'UE ont fait clairement savoir qu'une clarification du processus d'adhésion de l'Islande serait souhaitable. En outre, de nombreux contacts ont eu lieu entre l'Islande et l'UE en ce qui concerne les projets de l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP) pour la dernière partie de 2013.

Depuis lors, l'évaluation du processus d'adhésion de l'Islande a été finalisée et la question longuement discutée au Parlement islandais. Les contrats sur des projets IAP ont été résiliés par la Commission.

Récemment, nous avons tenu des consultations avec vous sur l'état d'avancement du processus d'adhésion.

En référence à ce qui précède, **le gouvernement islandais tient à préciser davantage ses intentions. Le gouvernement de l'Islande n'a pas l'intention de reprendre les pourparlers d'adhésion. En outre, tous les engagements pris par le gouvernement précédent dans les négociations d'adhésion sont remplacés par la politique actuelle.**

À la lumière de ce qui précède, **le gouvernement a pris la décision ferme que l'Islande ne doit plus être considérée comme un pays candidat à l'adhésion à l'UE. Il estime qu'il convient que l'UE ajuste ses méthodes de travail en conséquence.**

Permettez-moi de rappeler l'importance de maintenir des relations étroites et la coopération entre l'UE et l'Islande sur la base, notamment, de l'Espace Économique Européen (EEE). Le gouvernement s'est engagé à maintenir d'étroites relations, indépendamment de toute considération d'adhésion.

En outre, le Gouvernement tient à souligner l'importance qu'il attache à l'unité et à la coopération, dans les moments difficiles de l'histoire européenne, alors que des éléments fondamentaux de la sécurité et de la prospérité économique sont en jeu.

Sincèrement vôtre,



Gunmar B. Sveinsson

Ministre des affaires étrangères



Dressée fièrement à Reyjavik, capitale de l'Islande, cette statue est celle de Leif Erickson (environ 970 - 1025).

Héros et explorateur islandais, il fut, selon la tradition des sagas scandinaves, le premier Européen à explorer des terres de l'Amérique du Nord, et plus particulièrement la région qui deviendra Terre-Neuve, au Canada.

Leif Erickson est le symbole même du courage, de l'irréductibilité et de la liberté du peuple islandais, dont la décision du 12 mars 2015 est une nouvelle illustration.

